



Nous sommes les salariés de la fonderie de MBF Aluminium, sous-traitante automobile et basé à Saint-Claude dans le jura depuis plus de 70 ans.

Notre entreprise compte environ 280 salariés (260 CDI et 20 CDD) et nos principaux clients sont PSA pour 75% et Renault 20% du chiffre d'affaire.

Dans ce contexte sanitaire difficile où la psychologie et le moral des salariés sont au plus bas, mis à dure épreuve quotidiennement et faute d'être entendu par PSA et par Renault les travailleuses et travailleurs ont démontré aux constructeurs français leurs savoir-faire, leurs compétences, leur professionnalisme. C'est ce qui a permis à MBF de se placer parmi l'élite des sous-traitants de la fonderie sous pression française.

Malheureusement, aujourd'hui nous sommes menacés pour notre avenir et nos emplois.

Les leviers de la pérennité de MBF ne sont plus du ressort des salariés, mais dépend directement de PSA et Renault qui n'ont pas respecté les engagements de volumes initialement prévus.

Il s'avère qu'aujourd'hui, ce désengagement de la part des deux constructeurs est un obstacle à la finalisation d'éventuelles d'une offres de reprise ou du plan de continuation de l'actionnaire actuel qui potentiellement pourrait pérenniser MBF et sauvegarder ses emplois.

Malgré plusieurs discussions avec les constructeurs et l'état, ce flou concernant la réelle décision vis-à-vis de MBF hypothèque encore plus l'avenir du site et la reprise éventuelle.

Les salariés ont voulu faire entendre leurs voix en entamant un mouvement de grève depuis jeudi 31 mars 2021 à l'issue de l'audience tenue au tribunal de commerce de Dijon. Les salariés de MBF ont décidé de s'exprimer différemment en déclenchant des actions devant les donneurs d'ordres PSA et Renault.

La crise sanitaire que nous traversons a mis en évidence la nécessité de rompre avec les choix et stratégie de destruction de l'emploi en France menée jusqu'à présent.

L'État porte une grande responsabilité en aidant financièrement les grandes entreprises. Avec des milliards d'argent public donné. L'État doit exiger des contreparties de maintien de l'emploi, par de la relocalisation de pièce et ceci en répartissant les volumes afin que l'ensemble des populations des différent pays puissent vivre dignement.

C'est la raison pour laquelle, nous exigeons un plan de rupture avec les politiques industrielles menées jusqu'à maintenant, pour exiger des logiques de développements industriels dont la production de biens et des services répondent aux besoins de la population et aux défis environnementaux.

Pour ne pas subir les choix politiques et stratégiques, et montrer que d'autres choix sont possibles, les salariés de MBF appellent l'ensemble des constructeurs, les acteurs politiques, et l'État afin de maintenir la production et l'activité industrielle pour continuer à vivre de leur travail.

Les salariés de MBF veulent seulement que les marchés affectés initialement leurs soient rendus pour garantir un avenir pour tous et un avenir économique pour le bassin d'emploi Sanclaudien déjà fortement touché par la désindustrialisation et la perte d'emploi.

Les salariés de MBF manifesteront le mardi 6 avril à partir de 10h devant l'entreprise de PSA à Sochaux

A Saint Claude 3 avril 2021